

nouvelle forme d'ingérence gouvernementale qui ressemble fort à l'étatisation. Monsieur l'Orateur, à moins qu'on ne précise davantage dans le bill quelle sera la représentation du producteur, sa participation, je ne puis l'appuyer. A moins que la mesure ne donne officiellement certaines garanties aux producteurs, je crains de ne pouvoir l'appuyer sous sa forme actuelle.

Je le répète, au comité, nous tenterons de proposer des amendements qui prévoient cela. Le ministre tiendra compte, j'espère, de certaines observations faites de ce côté-ci de la Chambre car, franchement, je pense que ce bill ne lui sourit pas plus qu'à nous. Si nous voulons vraiment adopter un régime de commercialisation utile et réaliste, il nous faut tenir compte de ces dispositions.

[Français]

M. Henry Latulippe (Compton): Monsieur l'Orateur, il me fait plaisir de pouvoir participer au débat sur le bill C-197, intitulé:

«Loi créant le Conseil national de commercialisation des produits de ferme et autorisant la création d'offices nationaux de commercialisation des produits de ferme».

Je dirai tout de suite que ce bill établira un contrôle absolu sur toute l'économie agricole. Je dirai aussi que les libéraux n'ont certes pas été élus pour établir un système socialiste, mais pour protéger la démocratie. Il incombe au gouvernement actuel d'administrer, plutôt que de mettre le nez dans le système économique du pays.

Si les citoyens n'existaient pas, il va sans dire que le gouvernement n'existerait pas. Ce dernier existe pour protéger les individus et non pas pour les «encarcanner». Je ne sais pas pourquoi le ministre de l'Agriculture (M. Olson), qui connaît l'économie et qui a étudié les principes de la liberté et de la sécurité, désire imposer une telle loi, afin d'«encarcanner» l'agriculture. Les cultivateurs n'auront donc plus de responsabilités à assumer. Ils seront traités comme de simples objets. Quelle est la politique du gouvernement? Il n'a pas le droit de créer des organismes socialistes et de les imposer à la nation canadienne.

Aujourd'hui plus que jamais, pour répondre aux aspirations de la population, on s'efforce, à bon droit, d'élever le niveau de la production agricole et industrielle, ainsi que le volume des services. C'est pourquoi il faut encourager le progrès technique, l'esprit d'innovation, la création et l'extension d'entreprises.

Depuis plusieurs années, les gouvernements, fédéral et provinciaux, ont demandé aux cultivateurs d'augmenter leur production et de moderniser leur outillage. A cette fin, on

a accordé des prêts agricoles. On disait que le gouvernement et la nation canadienne avaient besoin d'une production accrue, et que les cultivateurs avaient besoin de moderniser davantage leur outillage. Les cultivateurs ont bel et bien satisfait aux demandes des autorités gouvernementales, tant provinciales que fédérales.

On «pénalise» maintenant les agriculteurs parce qu'ils produisent trop. On leur impose des restrictions de toutes sortes parce qu'il existe trop de produits.

On a fait la même chose, de 1929 à 1939, quand les gouvernements demandaient que les gens retournent cultiver la terre, quand on obligeait les citoyens à aller défricher et cultiver des terres, afin d'agrandir le patrimoine national.

A cette époque, les politiciens étaient censés voir clair. Aujourd'hui, après avoir fait tout cela, on oblige ces mêmes agriculteurs qui ont défriché ces terres, grâce à des sacrifices et à des privations, à les abandonner. On leur dit: Retournez à la ville. La politique d'aujourd'hui n'est plus celle d'autrefois. Cette politique n'est plus bonne. Vos terres ne sont plus rentables parce qu'elles ne rapportent plus 10, 12 ou 15 p. 100 d'intérêt à la finance. Si ces terres ne rapportent plus, il vous faut les abandonner et retourner à la ville. On vous encourage à subsister grâce à des allocations de bien-être social, et le gouvernement dépouillera ceux qui travaillent pour vous permettre d'exister.

Voilà la situation dans laquelle se trouve l'agriculture. Le ministre de l'Agriculture sait quels dommages ont été causés à l'agriculture depuis quelques années. Il sait aussi que dans plusieurs régions, de 50 à 70 p. 100 des agriculteurs ont abandonné leur terre. Comment se fait-il que la politique agricole ait été bonne il y a 25 ou 30 ans et qu'aujourd'hui ces mêmes terres ne suffisent plus à faire vivre les familles des agriculteurs?

• (3.40 p.m.)

La politique des gouvernements que nous avons élus ne profitait qu'à la finance, au détriment des cultivateurs. Elle ne profitait qu'à la haute finance, qui a dépossédé les agriculteurs et les industriels. Et tous les propriétaires actuels sont également dépossédés par l'augmentation des taxes et des impôts, par les taux d'intérêt épouvantables, abominables, versés à la haute finance, qui est protégée par des gens comme le ministre de l'Agriculture, qui est trop «mou» pour dire à la Chambre et à la nation canadienne que les taux d'intérêt sont usuraires, plaçant l'individu, particulièrement le cultivateur, dans une